

Neyret Salomé
Robin Noémie

Sebbag Ruth
Vallet Lucie

Rapport final



Table des matières

I. Introduction	3
II. Présentation des résultats.....	4
<i>2.1. Les pratiques agricoles.....</i>	<i>4</i>
<i>2.2 Influence du groupe.....</i>	<i>5</i>
<i>2.3 Influence des politiques publiques, des médias et de l'opinion publique</i>	<i>5</i>
<i>2.4. Économie.....</i>	<i>6</i>
III. Interprétation et discussion.....	7
IV. Limites de l'enquête et pistes pour poursuivre.....	9

I. Introduction

Nous avons décidé de nous intéresser à la thématique des produits phytosanitaires car c'est un sujet d'actualité qui nous intéresse particulièrement. Nous avons pensé aux débats comme : l'impact sur la santé de ces produits toxiques, sur la qualité de l'eau mais aussi l'utilisation du glyphosate par les agriculteurs. Nous voulions aussi nous rendre compte des divergences entre les points de vue des consommateurs et des producteurs.

Avant notre enquête exploratoire, nous avons effectué des recherches internet sur les groupes d'agriculteurs présents sur le territoire de la Dombes et engagés dans une démarche de réduction des produits phytosanitaires. Nous avons pu prendre contact avec 2 groupes différents. Premièrement, le groupe Avenir Dombes Sol via un entretien avec le responsable à la Chambre d'Agriculture, animateur du groupe. Ce groupe est constitué d'un ensemble d'agriculteurs en agriculture de conservation, cherchant à protéger la vie du sol qui est bénéfique pour les cultures et ils ne pratiquent pas de labour mécanique. Deuxièmement, le groupe DEPHY avec un entretien avec la responsable et animatrice du groupe appartenant également à la Chambre d'Agriculture. C'est un collectif comptant 15 agriculteurs engagés dans la réduction des produits phytosanitaires.

Nous avons alors défini notre problématique de la manière suivante : "Qu'est-ce qui incite les agriculteurs situés dans la Dombes à réduire leur consommation de pesticides ? Cas de Avenir Dombes Sol et groupe DEPHY".

Initialement, nous nous étions focalisées sur le territoire de la Dombes car celui-ci est très spécifique avec une zone aquatique et une faune très particulière. Ces zones humides permettent le transfert rapide de molécules, notamment toxiques pour la faune, la flore et l'Homme. Lorsque des produits phytosanitaires sont utilisés, ils se retrouvent alors très facilement dans les sols d'où notre intérêt de comprendre les pratiques des agriculteurs sur ce territoire.

Mais, suite à notre enquête exploratoire, nous nous sommes rendu compte que notre problématique restreignait trop la zone géographique. Peu d'agriculteurs appartenant à des groupes nous ont répondu favorablement pour effectuer un entretien. Cela nous a incité à élargir notre domaine d'étude au département de l'Ain. Celui-ci compte plus de 4 000 exploitations agricoles. L'agriculture y tient une place importante et génère 15% de l'emploi du département. Le territoire de l'Ain apparaît alors propice à notre enquête.

Le responsable du groupe Avenir Dombes Sol nous a fait remarquer dans notre discours que le terme "pesticide" n'était pas scientifique et nous a conseillé d'employer celui de "produits phytosanitaires". Selon le site du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, pesticides et produits phytosanitaires sont deux termes très proches. La différence entre ces deux termes est surtout leur utilisation par deux publics différents. Le mot "pesticide" est habituellement utilisé par le grand public tandis que "produit phytosanitaire" est davantage employé dans le domaine agricole. De plus, "pesticide" apparaît comme un terme plus péjoratif.

Ainsi, nous avons reformulé notre problématique : "**Qu'est-ce qui incite les agriculteurs situés dans l'Ain à réduire leur consommation de produits phytosanitaires ? Cas du groupe Avenir Dombes Sol et du groupe DEPHY"**

Grâce à nos recherches et à l'enquête exploratoire nous avons établi les hypothèses suivantes :

- Les politiques agricoles mettent en place des plans réducteurs de produits phytosanitaires qui influencent les pratiques agricoles.

- Les agriculteurs ont envie de changer leurs pratiques après des années en agriculture conventionnelle. Cela apparaît alors comme un défi technique pour eux. Ils réduisent alors leur utilisation de produits phytosanitaires ou se convertissent à l'AB.
- Il y a une meilleure rentabilité pour les exploitants bio que conventionnels. La conversion en Bio leur permettrait d'obtenir un meilleur salaire en réduisant leur consommation d'intrant.
- Certains agriculteurs ont eu une mauvaise expérience avec les produits phytosanitaires, les incitant à passer en bio (problèmes de santé familiaux, accidents...).

Nous avons obtenu un total de 10 entretiens avec uniquement des hommes dont 8 en présentiel et 2 par visioconférence.

II. Présentation des résultats

Les résultats obtenus sont analysés transversalement en fonction des thèmes choisis dans nos grilles d'analyse (annexe 2).

2.1. Les pratiques agricoles

Le premier thème que nous avons abordé est celui des pratiques agricoles des agriculteurs en termes de gestion des produits phytosanitaires mais également de travail du sol.

Il faut déjà remarquer que l'ensemble des agriculteurs interrogés essaient d'utiliser le moins possible de produits phytosanitaires : « *moins j'en mets, mieux je me porte* », et font attention au jour et à l'heure où ils traitent. Certains agriculteurs cherchent aussi des techniques alternatives aux produits phytosanitaires : *“On essaie de trouver des solutions alternatives à ces produits pour produire plus sainement pour la population et rien que pour nous”*. Pour cet agriculteur, on remarque donc qu'il y a un défi technique derrière sa démarche de réduction de produits phytosanitaires. La citation suivante illustre aussi ce propos : *“En 5-6 ans d'installation, on avait fait le tour de faire la même chose dans le monde agricole et ça devenait pas intéressant”*.

Cependant, même s'ils essaient de diminuer leur utilisation, une partie des agriculteurs juge nécessaire d'utiliser des produits phytosanitaires. Cela leur apporte une certaine sécurité sur leur rendement : *“Les phytos que ça plaise ou non, ça apporte une vraie valeur ajoutée : ça apporte plus de rendement”*. De plus, lorsque des maladies apparaissent, il leur est nécessaire de les utiliser : *“On attend qu'il y ait des maladies et on traite juste quand c'est malade”*. Parfois, à cause de la difficulté de leurs terrains, il est beaucoup plus simple pour eux de désherber chimiquement que mécaniquement : *“Avec les cailloux, c'est difficile de pallier au désherbage chimique par le désherbage mécanique”*. Ces agriculteurs n'utilisant pas le labour sont principalement ceux en agriculture de conservation. Pour eux, l'utilisation de glyphosate est essentielle : *“Le glyphosate est une clé pour réduire l'enherbement”* en agriculture de conservation, mais leur technique préserve la vie des sols : *“Le travail du sol, il est vraiment minima, j'suis en semis direct, donc j'essaie de travailler le sol le moins possible, le moins profond possible et toujours préserver toute la biodiversité”*. Au contraire, certains prônent le labour : *“Le labour reste une valeur sûre, on n'a jamais de grosse surprise”*. Ensuite, la majorité des agriculteurs sont conscients du risque des produits phytosanitaires pour leur santé, *“si ça tue des êtres vivants c'est pas bon pour le reste et pour nous en premier.”*, mais aussi pour leur entourage : *“Depuis que j'ai eu mon premier fils, du premier jour où je l'ai eu, j'ai dit on peut pas continuer comme ça”*. Pour ce dernier, la naissance de son fils a été un déclencheur dans la réduction de son utilisation de produits phytosanitaires. Cependant, on remarque que pour un autre agriculteur, certes il fait attention lorsqu'il manipule les produits phytosanitaires et est conscient du risque, mais il ne pense pas que les agriculteurs sont malades à cause de l'utilisation de ces produits: *“je suis pas sûre qu'on soit plus malade que les autres”*. Un autre croit à la dangerosité de ces produits mais choisit de l'ignorer: *“jusqu'à maintenant, moi je me suis jamais trop protégé quand je faisais mes traitements”*.

Certains agriculteurs souhaitent passer en agriculture bio (biologique) ou ont déjà une partie de leur exploitation en bio. Pour d'autres, cela est difficile pour des raisons économiques ou de difficultés de terrains : *“je ne peux pas faire du bio partout à cause du terrain, c'est dommage”*. Le bio est cependant critiqué, parfois même par des agriculteurs qui souhaitent passer une partie en bio. Ils jugent que ce n'est pas forcément mieux pour la santé des consommateurs, *“des fois un blé bio ben, il va être bien plus mauvais qu'un blé conventionnel. Il va être pleins de maladies, plein de champignons, c'est pas forcément mieux.”*, et pour l'environnement puisqu'en bio les agriculteurs passent beaucoup plus de temps sur les tracteurs et donc rejettent plus de carbone dans l'air : *“Parce que le bio si c'est pour dépolluer d'une certaine façon mais polluer d'une autre, euh..., voilà”*.

2.2 Influence du groupe

Le groupe auquel appartient chaque agriculteur joue un rôle majeur dans la mise en place de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires. Grâce à l'entraide entre agriculteurs appartenant au groupe et aux formations proposées par un animateur, chaque agriculteur évolue individuellement dans ses pratiques pour la réduction de produits phytosanitaires sur son exploitation. Sur tous nos entretiens, pas un seul agriculteur n'a dit être déçu ou de trouver des inconvénients à appartenir à un groupe. Le seul *“désagrément”* est d'être disponible pour les formations, les visites et donc de donner de son temps. *“L'avantage d'être en groupe, c'est de pouvoir partager ses expériences”* et *“ça permet de pas être seul”* sont les deux commentaires qui sont les plus ressortis. La moitié des interviewés a évoqué ce sentiment de s'être senti seul avant d'appartenir au groupe. Aujourd'hui, beaucoup ont tissé des amitiés qui vont au-delà du cadre du travail et l'échange est au cœur de l'évolution des pratiques agricoles : *“On communique tous ensemble”*, *“On ne discutait jamais en détail de nos pratiques avec nos voisins.”*. Seul un agriculteur (à noter qu'il est en bio, donc les problématiques du groupe ne le concernent pas autant que les agriculteurs en agriculture conventionnelle) ne partage pas cet avis sur son évolution des pratiques agricoles : *“En ce qui concerne les pratiques j'ai pas appris grand-chose. Ça m'a plus permis un apport relationnel que d'apprendre de nouvelles pratiques. Pour être honnête.”*. Mais c'est le seul qui avait cette opinion aussi tranchée. Un interviewé nous a même

dit qu'il était *“très content d'aller voir ce qu'ils font car ils font des belles choses”* et c'est ce sentiment que partage la majorité des agriculteurs interrogés.

C'est par découverte et échanges avec les autres membres du groupe que chacun est influencé par ce qui a déjà été essayé : *“Beaucoup de comparaison, apprendre de chez les autres, partager ce qu'on a individuellement appris”*. Cette évolution des pratiques est également due aux formations que peuvent suivre les agriculteurs, dans le but *“d'apporter aux agriculteurs une réflexion”*. *“L'objectif c'est d'se former un peu pour essayer d'avancer tout doucement”*. Beaucoup avouent néanmoins que ces formations restent très théoriques et qu'ils doivent chacun s'adapter selon leur type de sol, leur localisation et leurs moyens: *“Les formations, oui c'est bien sur les grandes lignes mais après en pratique c'est pas forcément adaptable ici.”*.

L'entraide au sein du groupe et les formations permettent aux agriculteurs d'observer des évolutions de leurs pratiques au fil des ans. Avec l'objectif de *“tendre au maximum vers la réduction”*. La plupart ont compris qu'appartenir à un groupe les poussent à évoluer et à avancer ensemble vers ce but commun, *“si on veut réduire les phytos, faut que tout le monde s'aide parce que sinon on va être à la retraite quand on va y arriver.”*

2.3 Influence des politiques publiques, des médias et de l'opinion publique

Les **politiques publiques** mises en place par le gouvernement et l'Union européenne est un autre des thèmes que nous avons abordés lors des entretiens, celles-ci pourraient pousser les agriculteurs à réduire leur utilisation de produits phytosanitaires. Le plan Ecophyto dont nous avons échangé avec eux avait pour objectif de réduire de 50% l'utilisation de produits phytosanitaires, cela les impacte donc directement. Appartenant quasiment tous à un groupe DEPHY, ils en ont pris compte indirectement: lors d'un entretien: *“Plan Ecophyto c'est vraiment du texte du législatif, c'est du plan national, c'est quelque chose de très large sur le terrain”*. Il y a un esprit de déconnexion au fur et à

mesure du temps: *“J’étais bien au fait un moment donné, maintenant j’y suis plus du tout au fait.”*, *“Le problème n’est pas de dire qu’il faut diminuer de 50% parce que derrière il faut de la recherche”*.

La plupart évoquent cependant que ce plan n’a pas d’incidence sur leurs pratiques: *“il va nous impacter le jour où ils vont nous mettre des obligations.”*, *“se fixer un objectif avec un chiffre qui veut rien dire, ça c’est inutile : et pas réalisable et inutile.”*. *“Il faut des gens qui nous sortent, pas des produits mais des systèmes qui nous permette de nous sortir des intrants, d’une manière ou d’une autre.”*

D’autres agriculteurs déclarent qu’il faut d’abord trouver d’autres solutions respectueuses de l’environnement avant de vouloir interdire certains produits: *“Y’en a qui était classés plus ou moins dangereux pour l’environnement, la santé. Donc qu’on les retire petit à petit c’est dans la logique. Mais après, comme on se retrouve face à aucune solution, c’est très compliqué.”*, *“Ils vous incitent à réduire les phytos mais sans solutions”*, *“ils veulent réduire les produits phyto, mais faut pas qu’ce soit fait n’importe comment”*.

Certains agriculteurs estiment qu'il y a une incohérence entre ce qui est mis en place par les politiques et ce qui est réalisable sur le terrain: *“Aujourd’hui y a de l’incohérence politique entre les choses qui sont mises en place pour aller vers une agriculture plus tournée vers l’environnement”*, *“ils veulent qu’on réduise (...) mais bon... d’un clic de doigts, on va pas y arriver comme ça”*.

La plupart des agriculteurs se méfient des **médias** et des informations qu’ils diffusent: ils sont souvent en désaccord avec eux: *“J’ai du mal avec le discours que l’on peut retrouver médiatiquement, c’est souvent ni blanc, ni noir”*. En parlant des produits phytosanitaires, lors d’un entretien, l’agriculteur estime que les produits phytosanitaires ne sont pas un problème pour lui mais seulement pour les médias: *“C’est un problème médiatique et d’opinion publique et de manipulation diverse et variée.”* Un autre agriculteur partage aussi cet avis: *“on est à la fois aussi mal aimé car on utilise des produits phyto des engrains, les médias disent qu’on est des pollueurs, ou des choses comme ça, mais faut quand même que les agriculteurs ne sont pas des voyous, ils utilisent des produits qui sont homologués.”* & *“C’est principalement un gros gros problème de médiatisation de la chose”*.

Un autre enquêté partage lui aussi ce sentiment d’exagération et de négativité par les médias: *“Je pense sincèrement qu’on en fait beaucoup trop dans les médias”*.

La **population** et l’opinion publique sont en partie responsables de la diminution de l’utilisation de produits phytosanitaires. Il y a un restriction que tous les agriculteurs respectent scrupuleusement au risque de poursuites légales par les habitants: c’est la limitation de pulvérisation à 5 m en bordure des cours d’eau ainsi qu’autour des maisons. L’agriculteur laisse un espace de quelques mètres des maisons pour ne *“pas aller chercher les problèmes”*, *“Ça complexifie un peu parce qu’il faut traiter quand il y a pas de vent et une bonne humidité pour nous quoi, pour la bonne efficacité des produits. Et en plus faut que ces conditions-là elles se présentent en semaine. [...]Mais on essaye de faire avec.”*

La population est pressée de changements mais il n’est pas toujours possible d’opérer aussi rapidement qu’ils le souhaiteraient *“On est sur un temps très court et les gens veulent des résultats tout de suite”*. Ils se risquent même à agresser des agriculteurs, ceux-ci sont donc très méfiants lors qu’ils pulvérisent des produits dans leurs champs: *“Moi sincèrement quand je suis sur le pulvé, et on a un automoteur, donc un appareil assez haut avec une échelle qui se replis, et la replie et si le gars il monte, il prendra ces risques”* *“je n’ai pas envie de prendre un coup de poing parce que je travaille”*. Certains essayent de discuter et de partager leur pratiques avec le grand public pour faire changer leur point de vue: *“j’essaye de discuter avec de plus en plus de monde pour essayer de leur faire comprendre qu’on fait des efforts, qu’on est pas là à faire n’importe quoi”* et *“on essaye de faire au mieux possible, mais la discussion est pas facile”*.

2.4. Économie

Ici, nous montrerons l’impact de la réduction de l’utilisation des produits phytosanitaires sur l’économie de l’exploitation. Il faut déjà noter que l’utilisation des produits phytosanitaires représente un coût élevé pour les agriculteurs : *“Économiquement, ça a un coût l’utilisation des produits phytosanitaires”*, ils *“sont très chers”*. C’est pour cette raison que la motivation principale qui pousse les agriculteurs à réduire, voire arrêter (pour les exploitations bio) l’utilisation des produits phytosanitaires est économique. Nous avons eu affaire à un cas particulier : un agriculteur qui, lors de la naissance de son fils, à décider qu’il ne pouvait pas continuer à utiliser autant de produits

phytosanitaires. Il a alors converti une partie de son exploitation en Bio. On voit donc ici que le déclencheur est humain, même si cet agriculteur n'a pas perdu de vue la rentabilité de son exploitation.

Les agriculteurs misent alors sur la sécurité afin de rester rentable : *"on joue la sécurité hein quand on sème"*. Certains s'abstiennent donc de prendre des risques : *"je peux pas prendre le risque que sur 100 ha de blé je fasse la moitié du rendement."*, *"Quand vous avez des cours des céréales bas, vous n'avez pas de marge de manœuvre, il faut faire son rendement objectif, on peut pas se permettre de perdre 1 ou 2 quintaux"*. D'autres tentent de nouvelles méthodes et parfois échouent : *"Quand on fait des essais, des fois on perd des sous"*. Un autre agriculteur témoigne : *"Ça fait 6 ans que j'met des couverts, fin qu'j'essaie de mettre des couverts, j'ai réussi 1 an quoi, donc, c'est un investissement, c'est de l'argent perdu"*. Mais de manière générale, ils essaient d' *"utiliser [les produits phytosanitaires] à bon escient et à bonne dose"*, c'est-à-dire que lorsqu'il est possible d' *"économiser du phyto vous ne vous en privez pas!"*. Dans l'optique de rester rentable tout en réduisant leur consommation, les agriculteurs calculent alors *"le meilleur rapport coût/production possible"*.

Le matériel agricole joue également un rôle majeur. Les agriculteurs investissent dans du matériel neuf lorsqu'ils décident de réduire leur consommation de produits. Cela a un impact négatif non négligeable sur l'économie de l'exploitation. Mais après amortissement, ils sont en général dans le positif : *"Aujourd'hui, on est dans le positif car il y a besoin de moins de matériel, et aussi il y a donc économie de carburant."* *"C'est plutôt des impacts positifs puisque j'ai diminué mes charges de mécanisation, mon carburant [...] et les résultats sont corrects"*.

On voit aussi un clivage entre les exploitations bio et celles en conventionnel : d'un côté certains agriculteurs passent en bio car ils n'étaient pas rentable : *"95 ha en irrigué dans le début de la plaine de l'Ain économiquement en 2014-15-16 avec les prix en céréales qui étaient très très bas bon bah moi je ne bouclais plus."* *"Aujourd'hui, je me pose la question de passer en bio, pas forcément pour une conviction environnementale hein, c'est aussi pour une raison économique"*. De plus, la demande en bio est assez forte pour le moment : *"Aujourd'hui il y a de la demande dans le bio, voilà, ça mérite de s'y intéresser"*. D'un autre côté, certains exploitants ne veulent pas se convertir, ils risquent d'être bloqués par la suite, sans pouvoir faire marche arrière. Cela s'explique notamment par le fait qu'ils ont des sols non adaptés au désherbage mécanique. Ceux-là choisissent de rester en conventionnel.

Pour finir, certains agriculteurs ont mis l'accent sur leur volonté d'assurer la subsistance de leur famille : *"On a quand même des familles à faire vivre"*; et préserver leur santé mentale : *"j'ai des collèges qui ne dorment pas la nuit, ils sont dans le rouge et c'est difficile de trouver le sommeil"*. Un des agriculteurs revendique le droit d'avoir une vie normale : *"On est agriculteur mais on est pas les saint maritains de la bouffe, on doit pouvoir vivre comme tout le monde, heu prendre des vacances comme tout le monde car je pense que c'est nécessaire même à notre métier même si on est dans la nature tous les jours"*.

III. Interprétation et discussion

Suite à l'analyse de nos résultats, nous avons établi trois groupes de profils. Nous les avons regroupés selon le type d'agriculture pratiquée sur chaque exploitation. Classer les agriculteurs selon leur engagement dans la réduction de produits phytosanitaires nous a semblé peu constructif: ils cherchent tous individuellement à réduire leur quantité d'intrants et cela en prenant en compte leurs type de sol, leurs vécus, leurs objectifs et leurs moyens. C'est ainsi, selon nous, un critère très aléatoire et peu représentatif des pratiques mises en place en termes de produits phytosanitaires. De plus, nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas la principale caractéristique qui permettait de différencier nos interrogés. En effet, trois groupes de profils se distinguent mais selon les types d'agriculture. Le premier profil regroupe les agriculteurs en agriculture biologique, ceux-ci n'utilisent pas de produits phytosanitaires de synthèse, sont méfiants vis-à-vis des médias et ont un impact positif sur leur économie par rapport à une exploitation conventionnelle. Le deuxième profil associe les agriculteurs ayant la volonté et la capacité de passer en bio. Ces exploitants régulent leur utilisation de produits pour tendre vers une rentabilité maximale, sont assez critiques envers les médias et

pensent que le groupe à une influence positive sur leurs pratiques. Enfin, le troisième profil regroupe ceux pour lesquels le passage au bio n'est pas souhaité ou n'est pas possible. Ils sont des grands utilisateurs de produits phytosanitaires de synthèse, sont méfiants face aux médias et réduisent leur utilisation de produits dans un but principalement économique et non environnemental. Un tableau en annexe 1 développe les caractéristiques de ces groupes de façon plus développée.

Après comparaison avec tous les textes, articles et documents lus au préalable, les discours des agriculteurs rejoignent nos déductions préalables. Tout d'abord concernant les politiques mises en place pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, nous nous sommes rendu compte que le plan Ecophyto est seulement défini comme un objectif théorique mais sans vraies réglementations concrètes qui s'en suivent. Les exploitants n'ont pas d'obligation de réduire leur utilisation de produits phytosanitaires. Ce n'est pas vraiment une motivation pour eux.

Ensuite, nous avons observé que le groupe auquel appartiennent les agriculteurs influence grandement leurs démarches de réduction des produits phytosanitaires. L'envie des agriculteurs de changer leurs pratiques, étant perçu comme un défi technique, est en fait assez éloignée de la réalité. Certes, vouloir diminuer son utilisation de produits phytosanitaires peut être vu comme un défi mais ce n'est pas du tout la première raison de ces changements. Cette hypothèse se limite à une minorité d'agriculteurs. Il serait plus juste de dire que c'est l'influence positive du groupe qui pousse les agriculteurs à changer leurs pratiques pour réduire leur utilisation de produits phytosanitaires et non l'attrait pour la nouveauté.

De plus, les agriculteurs ne réduisent pas leur consommation de produits phytosanitaires par conscience environnementale, contrairement à ce que nous attendions. Ils le font initialement pour des raisons économiques. Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, ces produits sont onéreux. Les exploitants sont d'ailleurs bien plus rentables en bio pour deux raisons : la réduction des charges liées à l'achat de produits phytosanitaires et des prix de commercialisation plus élevés. Nous avons vu que la seule exception concerne les agriculteurs ayant des terrains avec de nombreux cailloux. Ceux-là n'envisagent pas un passage en bio.

Enfin, les produits phytosanitaires sont des produits dangereux pour la santé des agriculteurs et de leur entourage. Les agriculteurs sont conscients du risque et essaient de les manipuler avec précautions. La nocivité de ces produits peut être une des raisons pour lesquelles les agriculteurs réduisent leurs utilisation voir même de passer en Bio afin de protéger leur santé. Cependant, cela ne semble concerner qu'une minorité d'exploitants puisqu'il pense en premier lieu à acquérir une économie rentable. De plus, les agriculteurs interrogés n'ont pas eu spécialement de mauvaises expériences avec les produits phytosanitaires comme le glyphosate, utilisé principalement en agriculture de conservation, qui fait l'objet de nombreux débats aujourd'hui. Ces agriculteurs, utilisateurs de glyphosate, essaient de réduire leur utilisation, mais cet herbicide est une des clefs de réussite dans ce type d'agriculture préservant la vie du sol.

Faire passer des entretiens aux agriculteurs nous a permis, en tant que consommatrices, de mieux comprendre leurs pratiques en termes d'utilisation de produits phytosanitaires et ainsi de combler le fossé entre grand public et producteurs. En favorisant les circuits courts, ce décalage tend à disparaître et un lien de compréhension et de confiance est ainsi réellement créé. C'est une des idées que nous avions avancée dans notre revue de littérature mais nous nous sommes rendu compte par nous-même, en ayant été en contact direct avec les agriculteurs sur le terrain, que c'était une des solutions pour réconcilier la société et les producteurs. Les sources de tensions entre ces protagonistes, résultent d'un désaccord entre les politiques et les pratiques réalisables sur le terrain. Les agriculteurs ont un sentiment d'incohérence entre les lois et la "vraie vie". Avec les médias et l'opinion publique, de fausses informations sont souvent exposées d'après les agriculteurs, ce qui n'aide pas la population à avoir un sens critique sur les bonnes et mauvaises pratiques agricoles.

IV. Limites de l'enquête et pistes pour poursuivre

Étant actuellement en pleine crise sanitaire, nous nous sommes heurtées à quelques limites durant notre enquête. Tout d'abord, l'obligation de porter des masques lors des entretiens rendait parfois la compréhension des questions par les agriculteurs plus compliquée. Il en était de même pour assimiler leurs réponses. Sans les expressions faciales, il nous a semblé, même pour nous, plus laborieux de comprendre la pensée de nos interlocuteurs et d'interpréter leurs réactions. En dehors de cette limite concrète, il aurait pu être utile d'interroger un autre groupe, comme le Centre de Développement de l'agroécologie. Cela aurait permis d'obtenir peut-être des points de vue différents, comme ceux de chercheurs et d'ingénieurs voulant développer l'agroécologie tout en respectant l'environnement.

Annexe 1 : Présentation de notre grille d'analyse

Titre de l'entretien			
Qui parle ?			
De quoi ?	Pour dire quoi ?		Comment ?
	Pratiques (comportements, habitudes...ce que la personne fait) <i>ce qui peut être constaté/observé par un observateur extérieur</i>	Représentations (opinions, valeurs, jugements, croyances...ce que la personne pense) <i>ce qui n'est pas observable, ce qui s'appréhende dans le discours de l'enquêté</i>	Phrases clés Forme et dynamique du discours, communication non verbale <i>de quelle manière l'enquêté dit-il les choses (ton, gestuelle, attitude...)?</i>
Thème 1 : Pratiques agricoles <ul style="list-style-type: none"> - produits phytosanitaires/ Santé /Environnement - Travail du sol - Difficultés des terrains 			
Thème 2 : Influence du groupe <ul style="list-style-type: none"> - Entraide -Formations -Évolutions 			
Thème 3 : Influences des politiques, des médias et de l'opinion publique			
Thème 4 : Économie			
Synthèse et éléments-clés de l'enquête			
Contexte de l'entretien			

* Sous-thèmes adaptables